



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*
2016 -2017

LA POLITIQUE CHINOISE EN AMERIQUE DU SUD



Chef d'escadron Sébastien LE BELLER

Sous la direction de :

M. Pascal LE PAUTREMAT

Je remercie M. Pascal Le Pautremat, chargé de cours et conférencier à l'université de Nantes, à l'école de sciences politiques Paris, ainsi qu'à l'Ecole de Guerre. En tant que Directeur de mémoire, je lui dois l'immense plaisir que j'ai pris à lire et écrire sur ce sujet grâce à des conseils de recherche éclairants.

Table des matières

RESUME	4
INTRODUCTION	5
UNE AMERIQUE DU SUD SEDUISANTE PAR SES RESSOURCES	7
Le cuivre :	7
L’or :	9
Le fer :	10
Le lithium :	11
Le soja :	12
Le pétrole et gaz :	13
LE TRIPTYQUE STRATEGIE – DIPLOMATIE – FINANCE A LA MANŒUVRE	15
La diplomatie chinoise bienveillante ou opportuniste ?	15
Supprimer l’influence américaine	17
LA FINANCE CHINOISE— UNE PUISSANCE AUX ORDRES DE PEKIN	19
La banque chinoise de développement	20
La banque d’import-export de Chine (EXIMBANK).	20
La banque chinoise de développement agricole (Agricultural Development Bank of China – ADBC)	Erreur ! Signet non défini.
DU STRATEGIQUE AU TACTIQUE : LES SOCIETES CHINOISES A LA CONQUETE DE L’AMERIQUE DU SUD	22
Au Brésil : une abondance d’investissements et de projets :	22
Au Pérou, une prise de contrôle financière sans précédent.....	23
Pénétration financière en Argentine :	24
L’Equateur : Des débouchés pour les Chinois.	24
Le Venezuela : Un petit laboratoire chinois ?	25
Une Ingérence chinoise patiemment construite.....	27
UNE VRAIE PERMEABILITE DE L’AMERIQUE DU SUD A L’INFLUENCE CHINOISE ? 29	
Les conséquences de la construction d’une dépendance.....	29
CONCLUSION	32
BIBLIOGRAPHIE	34
SOURCES PRINCIPALES DES DONNEES ET STATISTIQUES FINANCIERES :.....	37

RESUME

Dans sa quête de matières premières et de recherche de débouchés commerciaux, la Chine a entamé un processus de coopération avec l'Amérique du Sud dès le milieu des années 1990. Pourquoi la Chine s'intéresse-t-elle particulièrement à cette région traditionnellement sous l'influence des Etats-Unis ? Et surtout, comment les Chinois procèdent-ils dans ce dessein de captation des ressources et installent-ils en toile de fond une influence dans toute la région ? Ce mémoire se concentre sur les leviers politiques, économiques, financiers que la Chine met en œuvre pour parvenir à ses fins. Profitant de toutes les opportunités, qu'elles soient économiques ou politiques, la Chine a fait de l'Amérique du Sud un véritable enjeu stratégique et se présente désormais comme un partenaire incontournable dans la région, au risque d'en devenir dépendante.

SUMMARY

In its research of natural resources and commercial yields, China started a cooperation process with South America as of mid-nineties. Why China is so much interested by this area traditionally under the influence of United States? Above all, how does it proceed to grab natural resources and set up in background an influence in the whole area? This research paper focuses on the political, financial, and economic leverages implemented by China to reach its goals. Jumping on the bandwagon of economic or political opportunities, China turned South America into a major strategic stake and is now a key player in the area at the expense of a potential dependence.

INTRODUCTION

« *La Chine est disposée à travailler avec les États d'Amérique latine et des Caraïbes sur le long terme et dans une perspective stratégique, pour construire une nouvelle plateforme de coopération collective entre les deux parties* »¹, avait souligné le président Xi Jinping, le 8 janvier 2015 à Beijing.

En 2013 et 2014 la multiplication des déplacements chinois en Amérique du Sud traduisent la mise en marche d'une puissante machine politique qui cherche à servir une économie en ralentissement avec un cruel besoin de débouchés commerciaux. S'offrant les habits de médiateur lors de crises financières, ou d'instabilité, dans des zones qui offrent toujours un potentiel à un marché chinois conquérant, le président Xi Jiping déclarait que la Chine et l'Amérique du Sud formait une « *communauté partageant une même destinée* ».

Au vu du poids du géant chinois et de la vertigineuse croissance des échanges – 289 milliards de dollars en 2013 – il convient de relativiser cette idée d'une destinée commune. En creux des discours, c'est bien une asymétrie politico-commerciale qui se dessine et qui doit être davantage appréhendée sous le prisme stratégique. En effet, la politique des Chinois en Amérique du Sud, dans une zone traditionnellement sous influence nord-américaine, va-t-elle aboutir à une réelle complémentarité ou une simple interdépendance réduite au secteur économique, ou procède-t-elle plus généralement d'une volonté de rééquilibrage dans une zone traditionnellement sous influence nord-américaine ? Sur quelle logique et quels leviers reposent la politique chinoise en Amérique du Sud ? Le pourquoi et le comment sont intimement liés et se décryptent à travers des faits (prises de contrôle, déclarations...) mêlant l'acteur institutionnel chinois avec la pluralité des acteurs sud-américains.

Nul doute que l'investissement chinois, souvent protéiforme, est un levier de défense des intérêts politiques de la Chine et d'opposition aux influences étrangères. L'investissement sort dès lors d'une logique purement économique et se comprend dans une culture stratégique faisant la synthèse entre une immédiateté économique et une vision de long terme de l'influence, et, par ricochet, la consolidation de la puissance.

¹ Déclaration du président Xi Jinping, en ouverture du premier Forum Chine - CELAC, le 8 janvier à Beijing source : (Xinhua, 8 janvier 2015).

Le dénouement est, au final, un rééquilibrage de l'influence par le biais du vecteur économique. Ce rééquilibrage dessine davantage les contours d'une interdépendance que celui d'une réelle complémentarité entre deux mondes culturellement opposés et géographiquement éloignés. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la Chine est un partenaire crucial et bien plus important pour l'Amérique du Sud que l'inverse. La Chine devient un marché d'importations des matières premières de l'Amérique du Sud qui, à son tour, devient un marché d'exportations (biens manufacturés, armement) qui lui permet de prendre pied à proximité de marchés dynamiques.

La stratégie chinoise est appuyée par une tactique sectorielle protéiforme. Profitant des crises financières, la consolidation de l'influence chinoise se traduit par la mise en œuvre de prêts et financements directs mais aussi à travers l'outil politique du forum Chine –CELAC (Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes) mis en place le 8 janvier 2015 et présentant un plan quinquennal de coopération dans des secteurs tels que l'agriculture, les mines, l'innovation ou les politiques sociales. Les chiffres annoncés, 250 milliards sur 10 ans, démontrent l'appétit chinois. Il serait réducteur de ne pas s'intéresser aux conséquences géopolitiques de ces ambitions. En effet, la relégation du partenaire nord-américain au second rang n'a-t-elle pas un impact réel et structurant sur les multinationales implantées dans la région ?

Dans la mise en lumière de cet axe Sud-Sud, un état des lieux de la géographie physique, économique et politique de la région semble indispensable. L'appréhension du prisme culturel mettant en opposition deux cultures fondamentalement différentes, peut également constituer une clé de décryptage des enjeux stratégiques et de leurs impacts. Mais surtout, la tactique plurisectorielle chinoise doit toujours être analysée sous un double prisme : celui du rééquilibrage de l'influence dans une zone aux portes des Etats-Unis, et celui de la recherche d'un souffle économique. En creux, se dessinent ainsi les ambitions de projection de puissance et de conquête de parts de marchés des Chinois.

UNE AMERIQUE DU SUD SEDUISANTE PAR SES RESSOURCES

L'Amérique du Sud n'est pas l'Amérique latine. Beaucoup confondent ces deux notions géographiques. L'Amérique du Sud est un sous-continent. Elle est délimitée au Nord par le Panama qui est considérée comme appartenant à l'Amérique centrale. Elle s'étend sur près de 18 millions de kilomètres carrés (soit 12% des terres émergées) avec une population de 410 millions d'habitants². Mais c'est en appréhendant ces données sous un prisme davantage géopolitique et géoéconomique que l'on distingue une double dynamique qui aiguise l'appétit chinois.

En effet, l'Amérique du Sud conjugue tout à la fois d'importantes ressources naturelles et une population ancrée dans des pays en voie de développement aux besoins économiques croissants. En d'autres termes, l'Amérique du Sud offre un double visage : celui d'un réservoir de matières premières et d'un marché d'exportation pour des produits manufacturés chinois à la valeur ajoutée plus ou moins élevée. C'est bien à travers cette dualité que la diplomatie chinoise prend pieds dans ce paysage. La connotation stratégique, sécurisation des approvisionnements et conquête de marchés, prend le pas sur la simple relation commerciale.

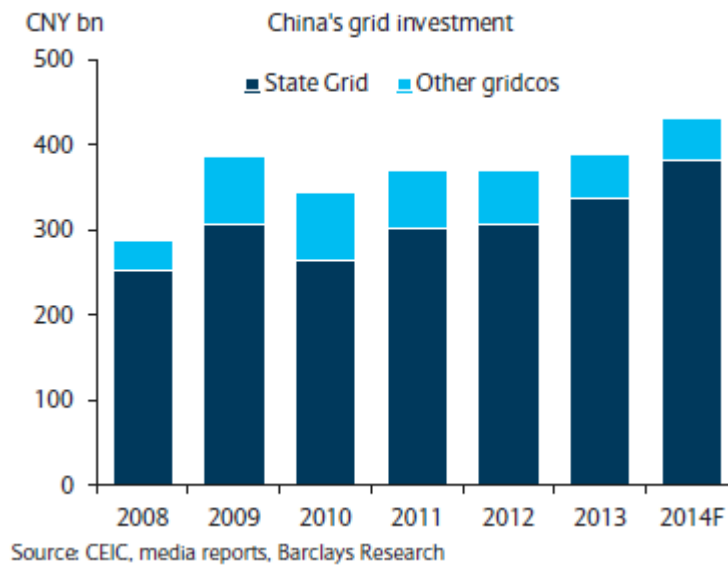
Il y a ainsi plusieurs ressources qui sont convoitées par les Chinois très enclins à sécuriser leurs approvisionnements :

Le cuivre :

Le métal rouge est fortement consommé par les Chinois. Ces derniers ne produisent que 9% de la demande mondiale. L'approvisionnement en cuivre est une préoccupation stratégique majeure des Chinois. Ils consomment près de 44% de la demande mondiale. Cette demande est largement soutenue par le développement des réseaux électriques internes en Chine. Deux entreprises en sont le moteur : la *State Grid Corporation of China* qui contrôle 80% du marché, et la *Southern Grid*. En outre, le cuivre est un métal précieux dans la mutation d'une économie en développement portant l'effort sur les infrastructures et indexée progressivement sur une économie de consommation. En creux, l'urbanisation rapide est un catalyseur de sa consommation.

² En 2015 la population est estimée à 410 013 492 habitants. Source United Nations Organization.

2014 grid investment targets an all-time high



En 2013, 5,5 millions de tonnes (Mt) de cuivre et 2,9 Mt d'aluminium ont été utilisées pour fabriquer des câbles et des fils³ destinés également à l'électronique, l'automobile, et les télécommunications. En 2015, sa consommation nette a été estimée à 9 millions de tonnes et a affiché le plus gros déficit structurel pour une matière première.

Evidemment, le ralentissement économique chinois de 2015, induisant un ralentissement des économies occidentales, peut déstabiliser les pays producteurs de cuivre par une chute des cours. Mais la tendance de fond reste à l'accroissement de la demande. Le déséquilibre structurel de la consommation de cuivre en Chine appelle à des investissements directs à l'étranger ; d'où l'aspect stratégique du « métal rouge » aux yeux des Chinois qui, depuis 2007, ont investi plus de 24 milliards dans des acquisitions de cuivre à l'étranger.

C'est au Chili que l'essentiel du cuivre se situe en Amérique du Sud. Il est essentiellement concentré dans la mine de Chuquicamata⁴, mais la mine d'Escondida, à 200 km plus au Nord, est la plus active et représente 8% de la production mondiale. Véritable opportunité pour le pays, le cuivre est souvent surnommé le « salaire du Chili ».

³ Estimation du Shanghai Electric Cable Research Institute.

⁴ Chuquicamata est la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du monde et représente 13% des réserves mondiales. Elle est exploitée par la CODELCO détenue à 100% par l'Etat chilien.

Au Pérou, producteur moins important que le Chili mais concentrant également le précieux métal, la Chine a acquis en 2015 les mines de cuivre de Las Bambas pour 5,8 milliards de dollars.

Véritable opportunité pour ces 2 pays qui adoptent le modèle de la rente, il faut surtout corréliser cette tendance au risque induit par la volatilité des cours et les ralentissements économiques. À ce titre, la chute des cours de matières premières en 2015 met à mal le modèle économique choisi qui ne peut garantir un développement cohérent et croissant des économies qui y sont exposées.

L'or :

Le métal jaune est présent en Amérique du Sud mais sa répartition géographique n'est pas homogène. Il se concentre au nord-ouest du continent à cheval sur plusieurs pays (Guyane, Venezuela, Surinam, Guyane française, Brésil avec la mine de la *serra pelada*, Colombie avec la mine d'or du Choco et la vallée Magdalena-Uraba dans le Nord). On le retrouve également dans le sud-ouest amazonien (Pérou avec la mine du Rio Huaypetue, Bolivie, Brésil), la région de Tapajos-Xingu (Brésil. Seul le Pérou représente un producteur important. Il se classe au 6^{ème} rang mondial. La demande en or est soutenue au niveau mondial depuis 2008 et la crise des *subprimes*. Les Chinois sont acheteurs mais ne sont pas complètement focalisés sur le métal jaune. Ils détiennent 1 834 tonnes en réserve mais ont accru leurs acquisitions depuis l'été 2016, pour contrer une suprématie du dollar tendant à se renforcer avec la bonne santé économique des Etats-Unis. Toutefois, les Chinois achètent mais n'investissent pas vraiment dans les mines d'Amérique du Sud. Il est intéressant de noter que, culturellement, les Chinois, depuis l'Antiquité et jusqu'au début du XX^{ème} siècle, préfèrent l'argent à l'or comme moyen de paiement. L'Etat n'en a pas fait une de ses priorités. Les mouvements de déforestation en Amérique du Sud, qui se multiplient depuis 2010, ne sont donc pas dus à une euphorie chinoise dans la demande d'or. Tout le paradoxe repose sur l'attitude chinoise : premier producteur mondial d'or, la Chine importe de l'or dans le but quasi unique de consolider ses réserves.

Le fer :

Cette ressource est présente partout en Amérique du Sud. Mais le Brésil se positionne comme le principal exportateur⁵. Premier exportateur mondial, le Brésil entretient avec la Chine une relation étroite dans ce domaine qui vise à compenser une potentielle dépendance de celle-ci auprès des approvisionnements indiens et australiens qui sont ces fournisseurs historiques. Au Brésil, la société Vale, détenue par l'Etat et principal acteur de l'exportation de minerais (fer, manganèse, aluminium, bauxite, nickel) a noué un partenariat avec l'entreprise d'état chinoise Baosteel. Client privilégié de Vale dans le cadre des multiples projets chinois au Brésil, Vale fournira près de 30 millions de tonnes de fer au sidérurgiste chinois. La relation commerciale de Baosteel avec Vale se développe au-delà de la simple exportation-importation puisque, dès 2007, les deux entreprises décident de la construction d'un complexe sidérurgique dans l'Etat de Maranhao. Ce complexe sera directement relié par chemin de fer au gisement de Carajas.⁶ Le financement de ce complexe, à hauteur de 66% par Baosteel, illustre l'intérêt à long terme des Chinois pour le fer brésilien dont il recherche la sécurisation en approvisionnement. Il faut bien y voir la main de Pékin plutôt qu'une logique industrielle pure. Mais l'intérêt de la Chine sur le fer brésilien réside aussi dans la qualité de ce dernier. Avec une teneur de 65%, il contraste fortement avec le fer chinois dont la teneur ne dépasse pas les 30%. L'industrie sidérurgique chinoise produisant massivement de l'acier et de la fonte est donc en recherche d'un minerai de qualité à l'extérieur de ses frontières. Le ralentissement de la croissance chinoise ne remet pas en cause une production moyenne de 800 millions de tonnes d'acier⁷ par an. L'abandon de l'usine de minerai de fer de Shougang dans la banlieue de Pékin ne doit pas masquer la tendance majeure de croissance de la production et reste un épiphénomène au regard de la tendance de fond. Les importations devraient continuer de croître au vu du développement urbain et du maintien d'un modèle d'industrie lourde en Chine⁸. Au rythme actuel de la consommation de minerai de fer dans monde, on estime désormais les réserves à 70 ans et malgré la richesse des sols brésiliens et australiens, Vale comme l'Australien BHP Billinton parviennent difficilement à tenir leurs objectifs de croissance.

⁵ Cf. annexe 1 : « Carte des exportations de fer - 2014 – COMTRADE ».

⁶ La mine de Carajás est une mine à ciel ouvert de fer situé dans l'état du Pará au Brésil. Elle est la plus grande mine de fer au monde. Elle utilise l'électricité du barrage de Tucuruí.

⁷ Estimation de la banque UBS en 2014.

⁸ Cf. annexe 2: « China's total ore iron supply ».

Le lithium :

Beaucoup plus rare que le fer et largement exploité depuis le début des années 1990, le lithium est un minerai extrêmement convoité et concentré dans un « triangle »⁹ composé de l'Argentine, la Bolivie, et le Chili. Ce dernier est le premier exportateur mais c'est bien la Bolivie qui possède le 1^{er} gisement mondial (40%), au Salar de Uyuni. Appelé le nouvel « or blanc », le lithium se retrouve essentiellement dans les batteries et le développement de véhicules électriques ainsi que dans les batteries d'ordinateurs portables. La consommation massive par la Chine qui fabrique pour les grands constructeurs occidentaux reste indexée sur une forte croissance de ces secteurs. L'Amérique du Sud dispose, dans ce secteur, d'un avantage structurant pour son avenir puisqu'on estime qu'elle dispose de 70% des ressources mondiales¹⁰. Les réserves mondiales de lithium sont estimées à environ 26 millions de tonnes réparties comme suit : Bolivie : 9 millions de tonnes, notamment dans le fameux Salar d'Uyuni sur les hauts plateaux boliviens ; Chili : 7,5 Mt ; Argentine : 2,5 Mt ; Chine : 2,5 Mt ; Etats-Unis : 2,5 Mt ; autres pays : 1,5 Mt¹¹. L'avantage de l'Amérique du Sud au regard du lithium est la concentration de celui-ci, facilitant ainsi son exploitation économique. La Bolivie se rêve en fournisseur mondial de lithium à l'image des pays de l'OPEP qui irriguent les économies en pétrole. Les Chinois ne sont pas indifférents à cette concentration en ressources rares mais ne se positionnent pas encore véritablement en raison du jeu politique mis en place par Evo Morales en 2009 qui consiste à faire monter les enchères. Les Chinois disposent de lithium, dans la région du Tibet principalement, et l'exploite de manière quasi unilatérale car les investissements étrangers jugent le risque géopolitique trop élevé. Toutefois les ressources boliviennes ne doivent pas occulter la place prépondérante actuelle du Chili dans l'exploitation de cette ressource. Or, les Chinois sont déjà très présents au Chili par le façonnage d'investissements directs, d'accords politiques, et l'achat massif de cuivre. L'influence consolidée sur ce pays positionne les Chinois d'ores et déjà comme un potentiel client privilégié même si l'attribution de concessions y a été stoppée. Comme évoqué précédemment, la diplomatie chinoise n'aime pas le « chantage » ou les soubresauts politiques. Dès lors, lorsque le 25 janvier 2009, les ressources boliviennes en lithium sont nationalisées par référendum. Les Chinois y voient un obstacle majeur qu'ils corrèlent avec

⁹ Le « triangle » du lithium abrite 70% des réserves mondiales et se compose du nord-ouest argentin, du sud-ouest bolivien et le désert d'Atacama au Chili. Cf annexe.

¹⁰ Etude du *Meridian International Research* de 2008

¹¹ D'après l'US Geological survey en janvier 2010.

un précédent américain. En effet, au début des années 1990, l'entreprise américaine Litco a vu ses projets d'implantation remis en cause par une mobilisation sociale forte reprise par le pouvoir politique bolivien. Toutefois, comprenant rapidement que la Bolivie souhaite accompagner l'exploitation du lithium par un mouvement d'industrialisation, les Chinois installent alors un atelier pilote de batteries lithium-ion. À l'export, la Chine n'est pas absente de la Bolivie. En 2013, elle y a vendu pour 1,2 milliard de dollars de produits manufacturés ainsi qu'un satellite de télécommunication.

Enfin, l'Argentine ne dispose pas des plus grandes réserves mais de la plus grande concentration de lithium au sein de gisements dans les provinces de Salta, Jujuy et Catamarca avec 128 millions de tonnes estimées. L'élection de Mauricio Macri, en décembre 2015, à la présidence argentine change d'ailleurs la donne. En recherche d'investissements étrangers, le nouveau gouvernement argentin annonce également la suppression des taxes sur les exportations minières. Les Chinois, à travers leur puissance financière, pourraient répondre à l'appel pour se positionner sur cette ressource non renouvelable fortement convoitée par les constructeurs automobiles, et située dans un pays moins enclavé que la Bolivie.

Le soja :

Utilisé dans l'alimentation humaine mais aussi animale, le soja a connu un véritable boom en Amérique du Sud. Impulsé par une demande chinoise croissante, deux pays se distinguent dans la production et l'exportation : Le Brésil et l'Argentine¹². À eux deux, ils représentent en 2014 près de 42 % de la production mondiale, dépassant ainsi le leader historique : les Etats-Unis (35%)¹³. Cette production effrénée de soja aboutit à un glissement des productions agricoles sur un mode de monoculture. Avec 47 millions d'hectares, soit 44% des terres arables, le soja s'impose comme une culture à la fois contestée pour ses conséquences environnementales (déforestation) et célébrée pour les apports de devises qu'elle génère ainsi que sa forte rentabilité (35 à 50%). À elle seule dans le monde, la Chine importe 40% de la production totale. N'anticipant pas de ralentissement de la croissance de la demande, les Chinois encouragent leurs entreprises nationales à prendre pied en Amérique du Sud. Hautement stratégique, car au cœur de l'alimentation, les Chinois appliquent à cette culture un principe de sécurisation des approvisionnements. Chongqing Grain Group (CGG), entreprise

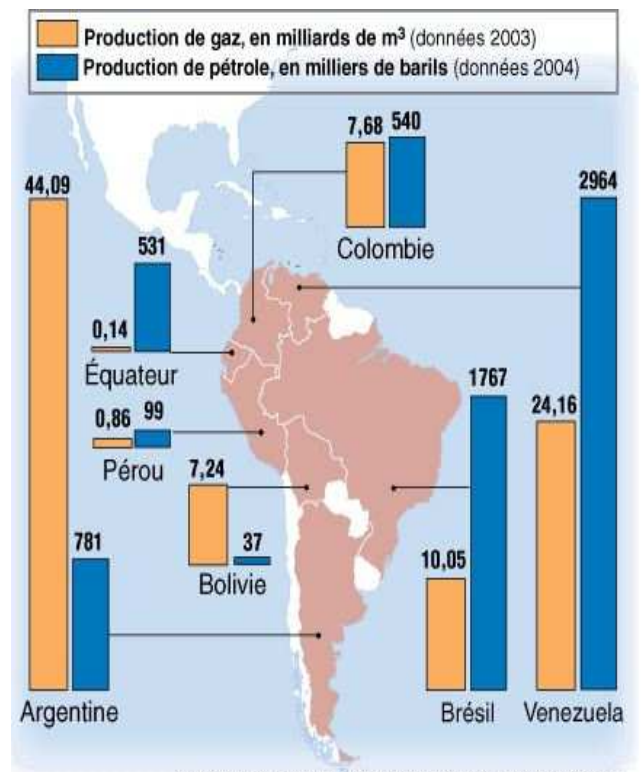
¹² Cf. annexe 3 : « Répartition mondiale de la production de soja »

¹³ Source: Food and Agriculture organization, 2014.

d'Etat, a ainsi provisionné 3,4 milliards de dollars en vue de l'exploitation de 200 000 hectares au Brésil et 130 000 hectares en Argentine. Autre entreprise d'Etat chinoise, Beidahuang a entrepris, dès 2012, un processus d'acquisition de terres agricoles en Argentine avec le plus grand exploitant du pays : Cresud.

Le pétrole et gaz :

La politique chinoise accorde toute son attention au pétrole et au gaz, ressources prioritaires et considérées comme hautement stratégiques, avec une réelle volonté de sécurisation des approvisionnements. Dans cette perspective, Trinidad et Tobago représente un intérêt tout particulier pour le gaz, tandis que la Colombie commence à émerger comme une nouvelle puissance pétrolière avec des réserves estimées à 2 milliards de barils. Acteur incontournable, le Venezuela est quant à lui l'objet d'investissements chinois directs qui visent à exploiter les 7% des réserves mondiales que détient le Venezuela. Ne négligeant aucun partenaire, les Chinois regardent également les réserves pétrolières du Brésil et du Pérou. La multiplication des investissements soutenus par le jeu politique est au cœur d'une stratégie de diversification qui garantit la sécurisation des approvisionnements. Au-delà des simples ressources, le pétrole induit un enjeu de coopération interne à l'Amérique du Sud qui a été initié par le président colombien. Ce dernier ayant entamé avec le président Chavez puis Maduro une détente des relations diplomatiques. Les contours d'une coopération qui exploite l'avantage des deux façades maritimes (pacifique et atlantique) représente une opportunité cruciale pour une Colombie toujours très pauvre. La mise en place d'une législation favorable aux investissements étrangers ouvre la voie aux investissements chinois. Ces derniers, tout comme les Américains, apprécient le successeur d'Alvaro Uribe.



source : Panorama, World Oil and Gas Review 2005

LA TRIPTYQUE STRATEGIE – DIPLOMATIE – FINANCE A LA MANŒUVRE

La diplomatie chinoise bienveillante ou opportuniste ?

Par sa puissance économique, la Chine est souvent considérée comme « l'usine du monde » du fait de la prédominance d'une industrie lourde et manufacturière. La classe politique chinoise a parfaitement compris les enjeux induits par une telle posture. « Gérer la puissance » constitue une prérogative du pouvoir politique chinois. L'enjeu économique se mêle inéluctablement à l'enjeu stratégique en dépassant les frontières du pays.

La Chine s'appuie d'abord sur une solide connaissance du « terrain ». Xi Jinping et son Premier ministre Li Keqiang connaissent particulièrement bien l'Amérique latine. Ils y ont vu rapidement un réel intérêt et une facilité à conquérir des marchés. En soi, la population chinoise n'est pas très présente sur le continent sud-américain. Elle se concentre essentiellement sur le Guyana (8 800 ressortissants chinois) et le Surinam (7 700 Chinois) représentant environ 0.004% de la population d'Amérique du Sud¹⁴. C'est évidemment très peu et ne constitue pas un atout majeur. Il y a ici un effet de contraste très fort avec la pénétration économique chinoise tout à la fois rapide et puissante, se positionnant toujours en opposition à l'influence américaine.¹⁵

C'est bien dans la tactique diplomatique chinoise qu'il faut comprendre l'assise des Chinois dans les économies sud-américaines. La rupture se produit en 1972 suite à la visite de Nixon à Pékin. Les Etats sud-américains reconnaissent alors la République Populaire de Chine. Seul Cuba, dès 1960, avait tissé des liens diplomatiques avec la Chine. Cette reconnaissance constitue le préalable à la constitution d'une lente influence diplomatique servie par une puissance financière colossale. Dans les années 1990, la politique chinoise s'attache au développement de partenariats équilibrés avec les grands pôles mondiaux. Ce sont les années 2000, avec le développement économique chinois, qui poussent cette dernière à se tourner vers les pôles de matières premières : Afrique et Amérique du Sud. Les Chinois se lancent alors dans une véritable « pactomania » afin de sécuriser leurs approvisionnements stratégiques.

¹⁴ Lizcano Fernández, « Composición étnica de las tres áreas culturales del continente americano al comienzo del siglo XXI » UAEM, 2005 (ISSN 1405-1435).

¹⁵Cf. annexe 4 : « Part des Etats-Unis et de la chine dans le commerce total de l'Amérique latine et des caraïbes ».

Au-delà de cette mise en place de partenariats stratégiques pour un pays aux besoins croissants, la croissance économique est alors à deux chiffres, la diplomatie chinoise ne repose pas sur les mêmes critères que la diplomatie de Washington ou celle des Européens. Les Chinois ne conditionnent aucun accord aux respects de critères politiques. Peu regardant sur les politiques internes menées dans chacun des pays, les Chinois privilégient la stabilité politique. À la défiance qui pourrait être sous-jacente à l'accumulation de critères contraignants, se substitue une véritable diplomatie dite de la confiance. Ainsi, les soubresauts politiques du Venezuela constituent davantage une source d'inquiétudes que le respect des droits fondamentaux dans les pays. Même constat pour la République de Trinidad et Tobago, placée sous un régime autoritaire, qui représente la 4^{ème} puissance gazière du sous-continent américain et au sein de laquelle les Chinois ont investi massivement en 2014.

Au-delà de la « tactique » diplomatique adoptée, les Chinois savent se saisir d'une crise pour s'inscrire dans le temps de la prise d'intérêts de long terme. Lors de la faillite de la banque *Lehman Brothers*, la crise financière internationale provoque un ralentissement économique et génère des difficultés de financement pour les pays d'Amérique du Sud, majoritairement en voie de développement. La puissance financière chinoise, constante dans la projection de puissance et consubstantielle à la diplomatie menée par Pékin, permet des prises d'intérêts par le financement d'infrastructures pour l'essentiel. Ce mode d'action permet aux Chinois d'atteindre un double but : une prise d'ascendant politique en apparaissant comme un « bienfaiteur » ou un « business angel », et la mise en place de débouchés pour sa propre industrie. Au-delà de la complémentarité qui est évoquée dans les discours des dirigeants, il faut comprendre l'opportunité que cette conquête de débouchés et parts de marché peut représenter pour une industrie chinoise exportatrice. De 2001 à 2009, les exportations chinoises vont ainsi passer de 8 à 57 milliards de dollars. En 2010, elle devient le deuxième fournisseur du Brésil, du Chili, du Pérou, du Mexique et de la Colombie, et le troisième fournisseur de l'Argentine, du Venezuela et de l'Uruguay. Ce scénario interventionniste et opportuniste chinois fait partie de leur culture. En mandarin, le terme même de « crise » signifie « opportunité ». Bien au-delà de la sphère économique, la Chine pousse ainsi à la rupture avec Taïwan et contribue au déclin de l'influence commerciale américaine dans la zone ; les Etats-Unis accusant une baisse de 20% de leur commerce avec cette zone.

Enfin, en creux de l'opportunité économique et financière induite par la crise des *subprimes*, l'Amérique du Sud n'a pas de leader régional établi et reconnu. La puissance brésilienne, contestée par l'Argentine, ne peut se détourner de problématiques sociales majeures internes.

Les carences du Mercosur et les disparités régionales en termes de capacités d'investissements laissent le champ libre à une politique chinoise tout à la fois cohérente et puissante.

Pour continuer à comprendre le prisme d'analyse chinois, le rapport d'activité du gouvernement chinois de l'année 2016 offre des clés de lecture pertinentes¹⁶. Y est réaffirmée la stratégie du gagnant-gagnant. C'est la première fois que la Chine évoque sa stratégie diplomatique globale assortie du terme de « grande puissance ». Les germes de cette conception diplomatique visant la paix, la coopération, et le développement à l'échelle internationale remontent en 2012 lorsque, à l'issue du 18e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), l'équipe dirigeante est renouvelée et Xi Jinping succède à Hu Jintao.

Supprimer l'influence américaine

Il est impossible d'évoquer les problématiques de l'Amérique du sud sans s'intéresser à la puissance des Etats-Unis qui exerce traditionnellement une forte influence dans cette zone. Dès le 2 décembre 1823, lorsque le président républicain James Monroe évoque une forme de « partage » des zones d'influence entre les Etats-Unis et l'Europe, se dessine le spectre d'un expansionnisme économique sur fond de politique idéaliste. Le levier procuré par le concept de *Manifest Destiny*¹⁷ sous la présidence Polk, est ensuite largement exploité par Théodore Roosevelt, au début du XX^{ème} siècle, qui ne cache alors pas ses ambitions idéalistes et pragmatiques de développement vers l'Amérique latine. Ainsi, tout au long du XX^{ème} siècle, profitant de la division politique de l'Amérique du Sud, les Américains y installent une influence économique par l'installation d'entreprises dans des secteurs stratégiques (pétrole) et s'assurent des débouchés commerciaux. Progressivement, l'influence économique est consolidée par une influence militaire. La création de l'United States Southern Command (USSOUTHCOM) en 1947 à Miami, avec une majorité d'officiers et sous-officiers bilingues en espagnol, permet un regard militaire vers la zone de l'Amérique du Sud afin de lutter contre le trafic de stupéfiants. La multiplication d'échanges avec la Colombie, le Brésil, et le Chili aboutit à des exercices conjoints réguliers qui consacrent cette prise d'ascendant dans le domaine militaire et représente au passage un vecteur d'exportation pour l'industrie du

¹⁶ http://french.xinhuanet.com/chine/2016-03/18/c_135199413_14.htm.

¹⁷ Le concept de *Manifest Destiny* (destinée manifeste) a germé en 1840 sous la présidence du Président Polk. Il a été popularisé par le journaliste O'Sullivan qui déclara : (« *It is our manifest destiny to overspread the continent allotted by Providence for the free development of our yearly multiplying millions* »).

complexe militaro industriel des Etats-Unis alors que les budgets militaires sont globalement en hausse dans la région¹⁸. En outre, de 1990 à 2006, les transferts d'armement illustrent la domination des Etats-Unis et de l'Europe¹⁹ et la quasi absence de la Chine²⁰. Enfin, sur un plan davantage économique, le projet des Etats-Unis d'une création de libre échange sur l'ensemble du continent (ZLEA) initié en novembre 2006, illustre l'appétit économique des Etats-Unis qui ne négligent nullement le potentiel de ces pays amenés à accroître leur consommation de produits manufacturés.

La montée de l'influence chinoise sur le continent sud-américain répond à une combinaison de facteurs. Premièrement, c'est bien à l'intérieur des pays d'Amérique du Sud qu'il faut voir une perméabilité à cette influence. Les années 2000 voient la mise en place de nouveaux gouvernements davantage hostiles à la politique américaine. Les pays d'Amérique du Sud voient en la Chine un partenaire potentiel disposant de fonds importants qui offrent un levier concurrentiel face aux Etats-Unis. Par ailleurs, les attentats du 11 septembre 2001 poussent les Etats-Unis à se concentrer sur d'autres régions et délaissent progressivement cette traditionnelle zone d'influence. Véritable opportunité politique pour les Chinois, la puissance financière se déploie pour « aider » les pays d'Amérique du Sud dans leurs projets de développement sans pour autant conditionner celles-ci à des critères politiques. Dans ces apparats de médiateur, la Chine saisit toutes les opportunités, et en premier lieu les réorientations stratégiques américaines. Le 21 mai 2015, le Premier ministre Li Keqiang, alors en visite officielle au Brésil, en Colombie, au Pérou et au Chili déclare à Bogota que la Chine aidera la Colombie à se reconstruire dans l'ère post-conflit avec les FARC²¹. Son projet porte sur le financement et la construction d'infrastructures désormais rendues possibles par la stabilité politique atteinte par le président Juan Manuel Santos.

Enfin, les Etats-Unis subissent un revers de la part de traditionnels alliés hors de la zone d'Amérique du Sud. La création de l'AIIB qui vient directement concurrencer la banque mondiale et sert de tribune chinoise à une extension de l'influence de cette dernière a été soutenue par le Royaume-Uni et la France. En dépit d'une diplomatie américaine visant à

¹⁸ Cf. annexe 5 : « Evolution des dépenses militaires des 10 principaux d'Amérique du Sud entre 2003 et 2007 ».

¹⁹ Cf. « Les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud », Pierre Martinot, *Recherches internationales*, octobre-décembre 2008.

²⁰ Cf. annexes 11 et 12 « Transferts d'armement ».

²¹ « La Chine est disposée à participer activement à la reconstruction de l'après-conflit », Premier ministre chinois en visite en Colombie le 21 mai 2015.

contrecarrer ce projet, l’AIIB est mise en place et ne va pas se limiter à la seule zone asiatique.

La combinaison de ces facteurs politiques, mélangeant opportunité et volontarisme éclaire sur une tendance de fond : la perte de partenaires commerciaux. Les Etats-Unis se voient progressivement relégués au second rang derrière la Chine.

LA FINANCE CHINOISE AUX ORDRES DE PEKIN

La puissance financière chinoise doit se comprendre dans un panel d’outils qu’elle façonne afin d’être canalisée pour mieux servir les intérêts décidés par le pouvoir central.

La banque asiatique d’investissement (AIIB)

Parmi ces outils, les Chinois ont su prendre l’initiative en proposant une alternative à un Fonds Monétaire International (FMI) de plus en plus critiqué sur sa légitimité et son objectivité. Dès octobre 2014, à Pékin, le président Xi Jinping lance, avec vingt pays, la banque asiatique d’investissement pour les infrastructures (AIIB)²². Construite sur une architecture multilatérale tournée vers les pays émergents, son fonctionnement n’en demeure pas moins très pragmatique. En effet, contrairement au FMI, il n’existe aucun droit de veto. Plus important, la répartition des droits de vote est établi au regard du PIB de chaque pays signataire. Dès lors, avec 43% des droits de vote²³, la Chine pèse et oriente les choix en matière d’investissements.

Initialement tournée vers le financement des infrastructures des pays asiatiques et l’intégration régionale, certains investissements sont réalisés en Amérique du Sud alors que seul le Brésil a rejoint cette initiative en 2015. L’Amérique du Sud correspond au 4^{ème} cercle d’un projet d’extension des ambitions économiques et politiques chinoises. Il s’agit d’un relais de croissance assurant tout à la fois des débouchés commerciaux et une offensive contre

²² Aux côtés de la Chine, l’AIIB regroupe l’Inde, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, les Philippines, le Pakistan, le Bangladesh, le Brunei, le Cambodge, le Kazakhstan, le Koweït, le Laos, la Birmanie, la Mongolie, le Népal, l’Oman, le Qatar, le Sri Lanka, l’Ouzbékistan et le Vietnam.

²³ Source : www.aiib.org.

l'influence des Etats-Unis dans cette région.²⁴ Parmi les projets les plus dimensionnant, on retrouve celui d'un projet chemin de fer transcontinental de 3 500 kilomètres qui reliera le port brésilien de Santos sur la côte Atlantique au port péruvien de Ilo, sur l'océan Pacifique. Le coût total avoisinera les 30 milliards de dollars. L'implication de l'AIIB dans ce projet permet de mutualiser le risque et le financement, ce qui constituait un des objectifs chinois lors de la création de cette banque afin d'éviter une diminution massive de leurs réserves de change.

La banque chinoise de développement

Parmi les acteurs bancaires étatiques appuyant et servant les ambitions politiques chinoises, on retrouve la banque chinoise de développement (*China Development Bank – CDB*) fondée en 1994 à Pékin. Elle est la banque la plus puissante et se concentre sur le financement des infrastructures, le développement des énergies et de l'industrie lourde, sur et hors du territoire chinois. Dirigé par un gouverneur, Hu Huaibang, ce dernier est subordonné à un conseil de surveillance qui rend compte directement au gouvernement chinois du niveau d'endettement et de la capacité de financement de la banque. La banque n'utilise pas le levier de l'emprunt auprès des particuliers. Elle émet directement de la dette chinoise sur les marchés internationaux. Elle est à ce titre, en Chine, la seconde émettrice la plus importante de titres obligataires. L'émission massive de titres et la réputation de la signature chinoise permet un effet de levier sur les investissements réalisés et toujours minutieusement sélectionnés.

La banque d'import-export de Chine (EXIMBANK).

Banque également étatique comme la précédente, l'EXIM Bank n'a toutefois pas la même vocation que la banque chinoise de développement. Son but est le développement du commerce international et l'appui aux investissements chinois vers l'étranger, ou l'émission de prêts par prise de participations. Résolument tournée vers les entreprises chinoises exportatrices ou désireuses de prendre pied à l'étranger par un financement dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures routières, et de tout autre projet lié à l'eau, au gaz ou au

²⁴ Article de Caroline Galactéros, « La Chine et la Nouvelle Route de la Soie : vers le plus grand empire de l'Histoire ? », 27 mai 2016, <http://galacteros.over-blog.com/>.

pétrole, ou les mines, l'EXIM Bank constitue un puissant outil qui appuie la prise de participations chinoises sur le continent sud-américain.

Les critères de transparence bancaires classiques n'étant pas la préoccupation des dirigeants chinois, il est difficile d'obtenir le chiffre des investissements réalisés par zone géographique et secteur. Toutefois, en 2011, un article du *Wall Street Journal* estime que les émissions de prêts auprès de sociétés et de gouvernements étrangers de l'EXIM Bank et de la banque chinoise de développement s'élèvent à environ 110 milliards de dollars entre 2009 et 2010²⁵, soit davantage que les émissions de la banque mondiale. Suscitant un vif intérêt de la part des Etats-Unis qui dispose d'une banque similaire, l'EXIMBANK est souvent décriée pour ses pratiques cavalières en termes de consentement de prêts bancaires. Servant les intérêts chinois avant tout, le gouvernement ne prête que peu d'attention à l'éventuelle toxicité de dettes.

Enfin, troisième pilier bancaire étatique servant la politique chinoise, la banque chinoise de développement agricole (Agricultural Development Bank of China – ADBC) est tournée vers le financement de projets agricoles. Encore une fois, celle-ci n'est pas tournée uniquement vers le territoire chinois. Le financement s'opère à travers les émissions obligataires qui sont réputées comme extrêmement fiables avec un risque de défaut quasi inexistant. Pourtant, paradoxalement, le gouvernement chinois refuse de se porter garant des obligations émises.

Au final, l'architecture financière étatique chinoise correspond parfaitement avec les actes et investissements chinois en Amérique du Sud. S'appuyant, soit sur le consentement de prêts, sans être trop regardant sur les critères classiques de solvabilité, soit sur l'investissement direct à partir de ses fonds propres, soit par l'investissement indirect après émission d'obligations, celle-ci couvre les secteurs convoités et permet à la Chine de prendre pied dans une zone géographique où les besoins en investissements sont gigantesques. On y verra à nouveau ici une combinaison opportuniste. Le lien entre politique et investissement propulse directement les investissements chinois dans une sphère stratégique où le seul le gouvernement valide et pilote les flux financiers et projets. En ce sens, les Chinois ont su façonner une arme financière extrêmement puissante, directement assujettie au pouvoir central.

²⁵ Article de Sudeep Reddy, « U.S. Export Financing Challenges China », du 12 janvier 2011, The Wall Street Journal.

Ils consolident ce modèle par la mise en place de tribunes politiques, à l'image de la CELAC. Au final, la dissociation finance-politique est inopérante et ce couple représente avant tout une expression de la puissance hors du territoire chinois.

LES SOCIÉTÉS CHINOISES A LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE DU SUD

Le relais tout naturel des investissements chinois, appuyés par une diplomatie très active dans la construction de partenariats, est constitué des entreprises chinoises. Les entreprises les plus stratégiques sont bien évidemment détenues par l'Etat chinois. Mais d'autres profitent largement des choix politiques de Pékin. L'obsession chinoise est la recherche de débouchés commerciaux. C'est en se concentrant sur la répartition du capital de certaines entreprises sud-américaine que l'on comprend un des aspects de la tactique chinoise qui repose sur le « win-win ». Mais surtout la Chine cherche à se façonner un visage d'investisseur et de partenaire plutôt que de prédateur. L'utilisation des sociétés chinoises prenant des parts au sein des entreprises sud-américaines est une approche économique bien plus subtile que l'achat massif, et au final très simple, de matières premières. « *La Chine agit maintenant de manière différente avec les pays sud-américains. Elle ne vise plus seulement à acheter des matières premières, elle veut entrer dans les investissements pour l'industrialisation* » déclare Gabriel Dabdoub en Bolivie.²⁶ Toutefois, il ne faut pas s'y méprendre. La prise de participation chinoise, qui est le préalable à la construction d'usines, permet surtout aux Chinois de contourner les limitations en termes d'importations²⁷. Progressivement, la tactique économique chinoise passe par une phase de diversification de ses investissements dans les pays d'Amérique du Sud.

Au Brésil : une abondance d'investissements et de projets

Le fer brésilien a été précédemment cité comme attirant la convoitise des Chinois. Ces derniers achètent près de 60% du minerai de fer dans le monde. Parmi les sociétés « privilégiées », on retrouve la société minière Vale. En difficulté passagère avec une chute des cours des matières premières, les Chinois ont accordé un prêt de 5 milliards à cette société

²⁶ Déclaration de Gabriel Dabdoub, président de la fédération du patronat bolivien, à l'occasion du sommet G77+ Chine en juin 2014 à Santa Cruz.

²⁷ En 2015, la Chine inaugure une usine de son constructeur automobile « Chery » avec 3000 employés et une production estimée à 150 000 véhicules par an.

qui exploitent les 34 plus grands navires minéraliers au monde...Et ces navires sont bien évidemment construits en Chine. Par ailleurs, on retrouve au capital de Vale, la société chinoise *Chinese Min Metal* qui représente un important actionnaire. Enfin, c'est encore une entreprise chinoise, Wuhan, qui est à l'origine de la construction du nouveau port brésilien d'Açù, qui vise à absorber les exportations de fer vers la Chine. L'intégration est alors complète, aussi bien dans la prise de participations financières que dans le contrôle des infrastructures. Toujours au Brésil, ce sont bien des entreprises chinoises qui sont à la manœuvre dans la construction d'infrastructures, avec notamment le projet de barrage et centrale de Tapajos avec *Three George*. Le gigantesque projet de la ligne ferroviaire « Transcontinental » d'une longueur de 5 000 kilomètres, qui reliera le Brésil au Pérou, reste à l'étude mais semble bien engagé. Sans trop les définir, la Chine affirme vouloir investir 20 à 30 milliards de dollars au Brésil dans des projets d'industrialisation. Dans le secteur de la défense, le constructeur aéronautique brésilien Embraer profite du rapprochement entre Dilma Rousseff et Li Keqiang pour vendre 22 appareils dans un premier contrat avec une clause d'extension à 60 autres. Dans le cadre de ce rapprochement, la Chine souhaite passer le commerce bilatéral de 77 milliards de dollars en 2014 à 100 milliards d'ici à 2018. Un éclairage intéressant sur ce partenariat est apporté par Luis Afonso Lima, économiste et président de la SBEET²⁸: « *Les Chinois ont plus à gagner dans cette situation que nous. Ils sont à la recherche de fournisseurs de matières premières dans toute l'Amérique latine. Mais sans se presser étant donné que leur croissance économique a ralenti et ils peuvent ainsi penser de manière stratégique sur le long terme* ».

Au Pérou, une prise de contrôle étrangère sans précédent :

La *Chinese Min Metals* prend le contrôle des mines de *las Bambas* contre un chèque de 4,22 milliards d'euros qui représente près de 4% du PIB du Pérou. On peut ainsi très progressivement dessiner la cartographie des prises de participations chinoises. Ces dernières sont fondamentalement stratégiques car liées aux matières premières ou aux infrastructures qui assureront une croissance économique prometteuse²⁹. L'investissement par les entreprises

²⁸ Luis Afonso Lima, président de la Société brésilienne des études des entreprises transnationales et mondialisation de l'économie (SBEET).

²⁹ Cf. annexe 6 : « Principaux investissements chinois en Amérique du Sud ».

prend deux formes principales : l'investissement direct par prise de participation, ou le prêt qui permet de consolider une influence et d'orienter les choix de manière plus indirecte.

Pénétration financière en Argentine :

Au-delà des matières premières comme le soja ou les minerais argentins, la Chine s'est imposée rapidement en 2011 dans le paysage bancaire argentin. Le rachat par ICBC³⁰ de la *Standard Bank* (basée aux Etats-Unis) dans la région débouche sur l'acquisition de 103 succursales réparties sur plus de 17 provinces, 1 million de clients et 30 000 entreprises. Par ailleurs, cette banque sera au cœur du processus de financement de l'acquisition de trains par l'Argentine pour un montant estimé à 10 milliards de dollars. En 2014, une convention de coopération d'infrastructures donne à la Chine la priorité dans les secteurs miniers et de l'énergie en plus d'avantages fiscaux et surtout donne des concessions directes de travaux sans appels d'offres. Cette convention devrait voir ainsi la construction de deux centrales hydroélectriques dans la province de Santa Cruz. Utilisant sa puissance au profit d'un pays sortant fragilisé d'une grave crise financière, la Chine promet de renforcer les réserves argentines à hauteur de 11 milliards de dollars. À la recherche de débouchés pour son industrie de défense, les Chinois proposent la vente de patrouilleurs océaniques à un prix dérisoire afin de s'assurer la conquête d'une part de marché pour son industrie militaire.

L'Equateur : Des débouchés pour les Chinois.

Petit pays mais qui n'est nullement négligé par le géant chinois, notamment pour ses matières premières minières, une vingtaine d'entreprises chinoises investissent dans les secteurs de la sécurité, de la santé, de l'eau et de la sécurité routière. S'appuyant sur les piliers bancaires chinois décrits précédemment (*Eximbank*), ces entreprises permettent aux Chinois d'assouplir la perception que les populations sud-américaines ont des investisseurs étrangers. Deux entreprises se distinguent dans cette opération de séduction : la China National Electronics Import & Export Corporation (CEIEC) et la China Aerospace Machinery and Electronics Corporation (CAMEC). La première a équipé le pays de systèmes de vidéosurveillance en

³⁰ ICBC est la banque industrielle et commerciale de Chine, 1^{ère} capitalisation boursière au monde dans le secteur bancaire.

réseau au profit de la police et des services de secours tandis que la seconde a construit quatre hôpitaux dans les principales villes côtières. En gestation, les projets de construction d'écoles (environ 200) et d'un métro facilitent l'acceptation de l'influence chinoise sous couvert du développement social. La Chine reprend ainsi ses appareils de « *business angel* ».

Plutôt que dérouler une série de matières premières, comme précédemment et de pays d'Amérique du sud, et afin d'éviter l'effet inventaire, il faudrait mieux en regrouper quelques un(e)s surtout lorsque les développements les concernant sont réduits.

Le Venezuela : Un petit laboratoire chinois ?

Le cas du Venezuela est une autre illustration de la politique de captation que pratiquent les Chinois.

Les Chinois y convoient le pétrole. L'« Or noir » est donc au cœur d'une diplomatie économique concentrée sur le Venezuela. En 2015, les importations chinoises de pétrole brut ont atteint 6,7 millions de barils par jour (mbj). La Chine était ainsi en passe de devenir en 2016 le premier importateur mondial de pétrole en dépit de son ralentissement économique.³¹. Ces importations massives font naturellement écho au modèle chinois d'industrie lourde et à la forte croissance du secteur automobile. Ces importations représentent un enjeu qui légitime, dès lors, une action diplomatique chinoise. Cette dernière a pour but d'éviter une surdépendance en pétrole du Moyen-Orient et sécuriser les approvisionnements. Possédant des réserves prouvées de 79.7 milliards de barils ainsi que des réserves non conventionnelles (pétrole lourd, schistes bitumeux) dans la ceinture de l'Orénoque³², le Venezuela illustre la dynamique des relations bilatérales qu'il entretient avec la Chine. A la différence du Chili, le façonnage d'un partenariat n'est pas façonné sur une simple relation client-fournisseur mais sous-tend une politique active d'investissement. La China National Petroleum Corporation³³

³¹ Estimation de l'UNIPPEC (China International United Petroleum and Chemicals Company).

³² Cf. annexe 7 : « La ceinture de l'Orénoque » est une zone géographique en forme de ceinture est-ouest, située dans le nord du bassin de l'Orénoque vénézuélien. Sa surface est de 55 314 kilomètres carrés. Ses ressources en pétrole lourd sont estimées à 1360 milliards de barils parmi lesquels 235 milliards de barils sont économiquement exploitables.

³³ La China National Petroleum Corporation est une entreprise pétrolière appartenant à l'État chinois qui a transféré ses activités au sein d'une filiale cotée en bourse, Petrochina. Elle est la 2^{ème} plus importante entreprise au monde en termes d'effectifs (1 674 541 en 2011).

investit dès 2005 près de 350 millions de dollars dans les infrastructures sur une quinzaine de champs pétrolifères du Venezuela.³⁴ En échange de ces investissements que le Venezuela ne peut se permettre seul, ce dernier s'engage à livrer quotidiennement la Chine en barils de pétrole. Lors de la visite du président Chávez à Pékin en août 2006, un accord a été conclu sur une livraison de 500 000 b/j en 2009 et jusqu'à 1 million pour 2016. Rebondissant sur cet accord et profitant de l'opportunité, les Chinois fournissent un débouché commercial à la China National Ship-making Company en négociant la vente de 18 tankers. Le levier de l'investissement chinois sert alors une stratégie de sécurisation des approvisionnements, vitaux pour une économie fondée sur un modèle d'industrie lourde et disposant du plus grand marché intérieur mondial. Il ne faut toutefois pas surévaluer la présence des chinois dans le secteur pétrolier du Venezuela. Il persiste des défauts structurels qui militent pour une canalisation des approvisionnements en pétrole vers l'Amérique plutôt que vers la Chine. En effet, il faut 5 jours à un tanker pour rallier la côte Est des Etats-Unis, mais il lui en faut une douzaine pour rallier la Chine. Par ailleurs, les besoins en infrastructures du Venezuela sont considérables et exigent une régularité des investissements qui pourraient tempérer les Chinois. Mais surtout, sur le plan politique, le président Chavez est perçu tout à la fois comme une menace et une opportunité. Lorsque celui-ci brandit la menace de la rupture de l'approvisionnement en pétrole vers les Etats-Unis, il se façonne un visage de partenaire potentiellement dangereux car versatile. De toute évidence, l'instabilité de l'acteur n'incite pas alors Pékin à l'investissement massif et régulier. Au final, il s'agit davantage de se diversifier que de concurrencer directement les Etats-Unis. L'enjeu demeure davantage économique que géostratégique. Très curieusement, les puissances considérées comme rivales, Etats-Unis et Chine, pourraient dessiner une géopolitique du pétrole réaliste prenant en compte l'instabilité du président Chavez et les besoins de chacun. Ce raisonnement est sans aucun doute au cœur des discussions des stratèges américains et chinois³⁵.

Il faut noter la naissante coopération chinoise et vénézuélienne dans le domaine de la défense. Cela passe premièrement par la construction d'une usine de satellites ne dépassant pas la tonne de charge utile. Engagée dans un processus de fabrication de 3 satellites au profit du Venezuela, la Chine a déjà produit un satellite de télécommunication et un satellite de

³⁴ Revue Outre-Terre, 2007/1 (n° 18), *La quête chinoise d'énergie en Amérique latine et ses implications géopolitiques*, Wu Lei.

³⁵ David Zweig, Bi Jianbai, « Chinas' global hunt for energy », *Foreign Affairs*, vol. 4, n° 5, sept.-oct. 2005, p. 27,38.

reconnaissance. Elle devrait poursuivre sa coopération dans ce domaine et également fournir des frégates à des prix défiant toute concurrence. Les nombreuses problématiques économiques internes au Venezuela mettent en pause ces projets. L'heure est davantage au développement social qu'à l'investissement militaire. Il sera intéressant de voir les réactions chinoises en 2017 sur ce sujet. La Chine va-t-elle réorienter ces investissements du secteur pétrolier au secteur civil et fournir une aide à un Venezuela au bord de l'implosion ? Comme à son habitude, il est fort probable que la Chine transforme en opportunité cette crise sociale afin de soigner son image de pays « bienveillant ». Avec un peu de recul, on constate qu'elle a déjà commencé à agir.

Une ingérence chinoise patiemment construite

Le Venezuela continue de représenter un excellent exemple de l'accroissement de l'influence chinoise par le biais politique. Souvent critiqué par la communauté internationale pour son régime autoritaire et très interventionniste dans le domaine économique, le Venezuela a été miné par des années d'hyper inflation et de récurrentes pénuries de produits de consommation de base. Pour palier ses difficultés économiques, le Venezuela s'est reposé sur la rente pétrolière. La chute du baril de pétrole, jusqu'à 35 dollars en 2016, ne fait alors qu'accroître les difficultés du Venezuela. Afin d'apporter une bouffée d'oxygène à ce dernier, la Chine concède, en septembre 2015, un prêt de 5 milliards de dollars remboursable sous forme d'exportations de pétrole. Cette opération différente de celle qui sera réalisée en 2006, répond à une pure logique de sauvetage financier d'un Venezuela isolé financièrement car incapable de convaincre. Cette formation d'un couple sino-vénézuélien est née sous l'impulsion du président Hu Jintao qui a entretenu d'excellentes relations avec Hugo Chavez. La prise de pouvoir de ce dernier en 1999 signe une rupture avec les Etats-Unis. L'effort chinois en investissement au Venezuela constitue, dès le début, une priorité pour Pékin. Plus de 56 milliards de dollars ont déjà été investis depuis 2007. Les récentes évolutions politiques qui se traduisent par une montée du parti de l'« Union Démocratique » au détriment du parti de Nicolas Maduro (Parti socialiste unifié) fragilisent la position chinoise qui sent potentiellement lui échapper le guidage des investissements.

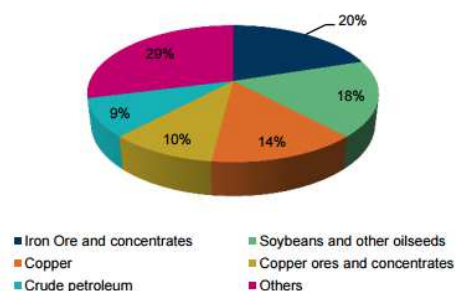
UNE VRAIE PERMEABILITE DE L'AMERIQUE DU SUD À L'INFLUENCE CHINOISE ?

Les conséquences de la construction d'une dépendance

Les pays d'Amérique du Sud n'ont jamais boudé les investissements massifs chinois. Le passage de 10 milliards de dollars, en 2000, à 255,5 milliards de dollars, en 2012 a représenté, en termes de relations commerciales, une réelle opportunité pour des pays en voie de développement. Mais si la Chine investit aussi massivement, c'est qu'il y trouve aussi son intérêt. Toutefois, la relation qui s'est construite entre la Chine et l'Amérique du Sud dessine en creux une interdépendance potentiellement dangereuse.

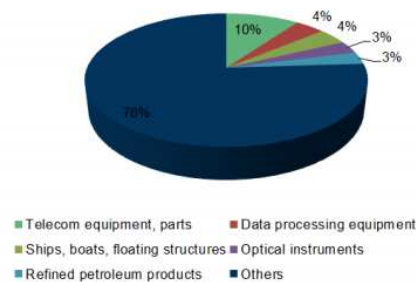
Les Chinois ont besoin de débouchés commerciaux dans le cadre du maintien de leur croissance économique, surtout depuis 2015 où un ralentissement a de nombreuses conséquences. Entre 2000 et 2014, la part des exportations chinoises est passée de 2 à 16% pendant que les exportations sud-américaines sont passées de 2 à 9%, creusant ainsi structurellement un déficit. Le terme « dépendance » peut sembler exagéré mais il semble pertinent pour caractériser la situation du Chili et du Brésil. Le Brésil exporte 18% de sa production vers la Chine pendant que le Chili frôle les 25% soit 7% de son PIB. Et tandis que les sud-américains exportent essentiellement leurs matières premières, les Chinois en profitent pour écouler davantage de produits manufacturés vers des classes moyennes gagnant en pouvoir d'achat grâce à une hausse générale des prix des matières premières.

Latin America's main exported products to China (2009-2013)



Source: The Global Economic Governance Initiative

Chart 4 Latin America's main imported products from China (2009-2013)



Source: The Global Economic Governance Initiative

Toutefois, le modèle de développement d'une économie sur la base de la rente procurée par une matière première est invariablement soumis aux variations de prix des sous-jacents et à la croissance économique mondiale. Or, en 2015, le ralentissement chinois provoque une chute des matières premières qui impacte fortement les économies sud-américaines. Dans une étude de février 2016, la COFACE³⁶ estime que le ralentissement chinois est continu et que l'Amérique du Sud est la plus touchée économiquement, résultat d'une dépendance économique trop forte sur un seul produit d'exportation. Le Chili et le Pérou sont les pays les plus exposés avec des déficits de balance commerciale qui se creusent. A cela s'ajoute la transformation de l'économie chinoise sur un mode de société de consommation plutôt que d'industrie lourde ou d'investissements directs. Ce modèle alimente une dangereuse transition qui inquiète les autorités chinoises du fait de la création d'une dette qui explose.

L'activisme chinois dans une période de ralentissement économique traduit donc une volonté de compenser ce ralentissement par la conquête de parts de marchés. Toutefois, la Chine, dans sa politique interne, a accepté des hausses de salaire minimum qui se sont combinés à une appréciation du yuan. Ces deux facteurs érodent la capacité d'exportation des Chinois par un effritement de leur compétitivité. Les tournées diplomatiques et économiques du Président et de son Premier ministre, doivent être alors comprises comme une volonté de s'assurer le maintien de parts de marchés.

Outre cette dépendance qui illustre la dangerosité du pari du « tout chinois » dans le domaine économique, les Sud-Américains n'obtiennent pas nécessairement les preuves de la fiabilité chinoise. En effet, en dépit d'investissements massifs en Argentine, les Chinois n'ont toujours pas livré le réacteur Hualong 1³⁷ à celle-ci. Parfaitement conscient de l'enjeu et de l'effet vitrine que peut représenter le déploiement de ce réacteur en Argentine, Pan Jianming, le secrétaire du conseil d'administration de CNNC³⁸ déclare que ce projet est « *indispensable pour démontrer les capacités de l'industrie nucléaire chinoise* » et doper les exportations de technologies « autochtones »³⁹.

³⁶ « China's role in latin america is much more than a trade issue », COFACE, Février 2016

³⁷ Le Hualong – 1 est un réacteur de type EPR développé par les Chinois.

³⁸ CNNC – China National Nuclear Corporation.

³⁹ « Nucléaire : la Chine lance un concurrent de l'EPR français », Jean-Michel Bezat , Le monde, édition du 06 mai 2015.

Les Chinois n'inspirent pas la confiance. Il a été mentionné précédemment le changement de tactique économique pour pallier ce ressenti : favoriser l'industrialisation par le biais de joint-venture plutôt que l'investissement direct souvent jugé agressif. Les Sud-Américains redoutent aussi tout à la fois des conséquences environnementales mais surtout sociales. Jean-François Dufour, expert de l'économie chinoise et président du cabinet de conseil DCA Chine-Analyse déclare : « *C'est l'éternel problème avec la Chine, qui est considérée par les pays qui reçoivent son argent comme la panacée économique, tout en étant décrié sur le plan social* »⁴⁰. Les signes de cette défiance vis-à-vis des Chinois se multiplient. Au Pérou, les mineurs organisent de récurrents mouvements sociaux contre la Shougang Hierro Peru SAA, société chinoise propriétaire d'une mine de cuivre. Au Chili, en avril 2013, lors de l'ouverture de la conférence mondiale du cuivre, une grève de 30 000 mineurs paralyse la production pour soulever les questions sociales induites par une omniprésence chinoise sur ce marché. Le 17 avril 2014, ce sont des agriculteurs en Argentine et au Brésil qui manifestent contre la mainmise des Chinois sur le soja. Enfin, encore limitées on retrouve de nombreuses préoccupations environnementales eu égard au gigantesque projet de ligne ferroviaire reliant le Brésil au Pérou au travers de 3 500 kilomètres de voies. Ce projet prévoit de traverser des zones qui concentrent à la fois une forte biodiversité et de nombreuses populations indigènes.

⁴⁰ Entretien de Jean-François Dufour à France 24 le 19 mai 2015.

CONCLUSION

Véritable complémentarité ou interdépendance ? La relation que la Chine a construite, dès le début des années 1990, avec l'Amérique du Sud ne cesse d'évoluer sous plusieurs visages qui rendent dogmatique toute tentative de réponse tranchée à la question. Fondée sur un modèle d'industrie lourde, la captation des matières premières par la Chine a représenté un véritable enjeu stratégique. Dans cette conquête et sécurisation de ressources, l'instrumentalisation de la puissance financière par le pouvoir politique a été mise en œuvre avec gigantisme et répond à la question du « comment » les Chinois opèrent. Consommatrice excessive de minerais, de pétrole, de gaz, la dimension intrinsèque de la Chine appelle nécessairement à la démesure dans la mise en œuvre des moyens. En miroir, l'Amérique du Sud n'a pas boudé ces investissements massifs souvent rendus possibles par les divergences existantes entre les différents pays. « Diviser pour mieux régner », le proverbe pourrait parfaitement s'appliquer à la politique chinoise dont les investissements ont creusé des disparités commerciales entre les pays d'Amérique du Sud.

Le terme « opportunité » a été récurrent avec ces investissements chinois. Mais au final, en renversant le prisme d'analyse, toute la politique chinoise en Amérique du Sud synthétise les besoins pour la Chine que représente le gain de parts de marchés. Palier une croissance en ralentissement continu depuis 2013, accompagner une transformation économique vers une société de consommation et davantage exportatrices de produits à valeur ajoutés, étendre son influence diplomatique par la mise en place de forums et tribunes, tous ces éléments concourent à présenter une politique chinoise dynamique et dotée d'une capacité de réversibilité au rythme des changements de régimes.

Il y a donc 2 phases qui ressortent des actions chinoises en Amérique du Sud. La première a consisté à alimenter la grande usine chinoise en matières premières en corrélation avec une croissance économique mondiale soutenue jusqu'en 2008. La seconde consiste en la reconfiguration du dessein stratégique de la Chine envers l'Amérique du Sud ; à savoir un accompagnement à l'industrialisation et la conquête de nouveaux marchés pour assurer des débouchés commerciaux en soutien de l'économie.

Mais la caractéristique permanente qui a modelé telle ou telle phase demeure la puissance financière chinoise. Les piliers bancaires chinois ont, sous le coup d'une volonté politique

dirigiste, ont participé à cette conquête de l'Amérique du Sud en deux temps. Les Chinois n'ont pas le même rapport au temps. Les « méga projets » qu'ils souhaitent concrétiser font le pari d'une modernisation de l'Amérique du Sud à long terme. Les investissements massifs qu'ils représentent ne sont pas un obstacle au regard des 3 200 milliards de réserves de change dont ils disposent. Cette modernisation profitera à une empreinte chinoise déjà très marquée qui fait déjà de l'ombre aux Etats-Unis désormais tournés vers les problématiques moyen-orientales. Se préparer au « boom économique » de l'Amérique du Sud, puis l'exploiter, en étant en amont son premier partenaire financier, commercial et politique peut résumer la teneur des mesures prises par les Chinois.

Face à ce « dragon parmi les iguanes »⁴¹, les évolutions politiques internes des pays d'Amérique du Sud seront à observer avec rigueur. Quelles réactions attendre sur le long terme à l'investissement conquérant des Chinois ? Quelle sera la perméabilité à court terme et moyen terme de l'Amérique du Sud à la finance chinoise ? Profitant de ces investissements dans les infrastructures, les pays d'Amérique du Sud pourraient amorcer une consolidation de leurs relations économiques par le parachèvement du Mercosur, notamment avec le retour du Venezuela⁴². Cette double intégration économique et politique pourrait probablement profiter aux Chinois mais aussi constituer un bloc moins facile à appréhender car davantage uni. Nul doute que le voisin américain saura poser son regard sur cette potentielle évolution et éventuellement intervenir sous le couvert de son projet de zone de libre-échange des Amériques⁴³ (ZLEA) désormais en sommeil depuis 2005.

⁴¹ Anthony Elson, « Un dragon parmi les iguanes », article paru en décembre 2014 dans « *Finance and Development* », Fonds monétaire international.

⁴² Le Venezuela a été suspendu du Mercosur le 2 décembre 2016 pour, officiellement, non-respect de la charte du marché commun.

⁴³ ZLEA –Zone de Libre Echange des Amériques, projet de libre-échange entre 34 pays du continent américain.

BIBLIOGRAPHIE – OUVRAGES ET RAPPORTS

- CIA, 2010, *The World Factbook*.
- Delamer G.R., Goldstein L.J., Malena J.E., Porn G.E., « Chinese Interests in Latin America », *Latin American Security Challenges : A Collaborative Inquiry from North to South*, Naval War College, Newport.
- Devlin R., Estevadeordal A., Rodríguez A. (dir.), 2006, *The Emergence of China. Opportunities and Challenges for Latin America and the Caribbean*, Washington D.C., Inter-American Development Bank.
- ECLAC, 2009, *Latin America and the Caribbean in the World Economy 2008-2009. Crisis and Opportunities for Regional Cooperation*, Santiago (Chili).
- ECLAC, 2011a, *The United States and Latin America and Caribbean. Highlights of Economics and Trade*, Santiago (Chili).
- ECLAC, 2011b, *Latin America in the World Economy 2009-2010*, Santiago (Chili).
- Elson Anthony, « Un dragon parmi les iguanes », décembre 2014, Finance et développement.
- Farnsworth E., 2011, « The New Mercantilism: China's Emerging Role in the Americas », *Current History*
- Lafargue F, 2006, « La Chine en Amérique latine : Stratégies, objectifs et limites d'une présence », *Perspectives chinoises*.
- Santiso J. (dir.), 2007a, *The Visible Hand of China in Latin America*, Paris, OCDE.

BIBLIOGRAPHIE – ARTICLES

- Galactèros Caroline, 27 mai 2016, « La Chine et la Nouvelle Route de la Soie : vers le plus grand Empire de l’Histoire ? », <http://galacteros-over-blog.com/>
- Wu lei, 2007/1 (n° 18), « *La quête chinoise d’énergie en Amérique latine et ses implications géopolitiques* », Revue Outre-Terre,
- Zweig David, Bi Jianbai, sept. -oct. 2005, « Chinas’ global hunt for energy », *Foreign Affairs*, vol. 4, n° 5.
- The Economist, 2009, « *The Dragon in the Backyard* », 13 août.
- Sudeep Reddy, 12 janvier 2011, « U.S. Export Financing Challenges China », *The Wall Street Journal*
- Laufer R., 2009, « Argentina-China : Una nueva “relación especial” », *Projeto história, São Paulo*.
- Ferchen M., 2011, « China-Latin America Relations: Long-term Boon or Short-term Boom? », *The Chinese Journal of International Politics*.
- Gallagher K.P., Porzecanski R., 2010, *The Dragon in the Room. China and the Future of Latin American Industrialization*, Palto Alto, Stanford University Press.
- Jenkins R., 2010, « China’s Global Expansion and Latin America », *Journal of Latin American Studies*.
- Kawai M., Wignaraja G., 2009, « La integración económica global y regional: una perspectiva desde Asia », *Integración y comercio*, BID-Intal, n° 29, janvier-juin.
- Aguilar C.G., 2011, « Argentina-Brazil tras 20 años del Mercosur », *Política y economía*, <http://www.politicayeconomia.com/2011/04/argentina-brasil-tras-20-anos-del-mercosur-%C2%BFnuevos-rumbos-en-la-politica-externa-de-brasil/>
- Arnson C., Mohr M., Roett R., 2007, « Enter the Dragon? China’s Presence in Latin America », Washington D.C., Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Berger A., 2008, « China and the Global Governance of Foreign Direct Investment. The Emerging Liberal Bilateral Investment Treaty Approach », Discussion Paper / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Bonn.

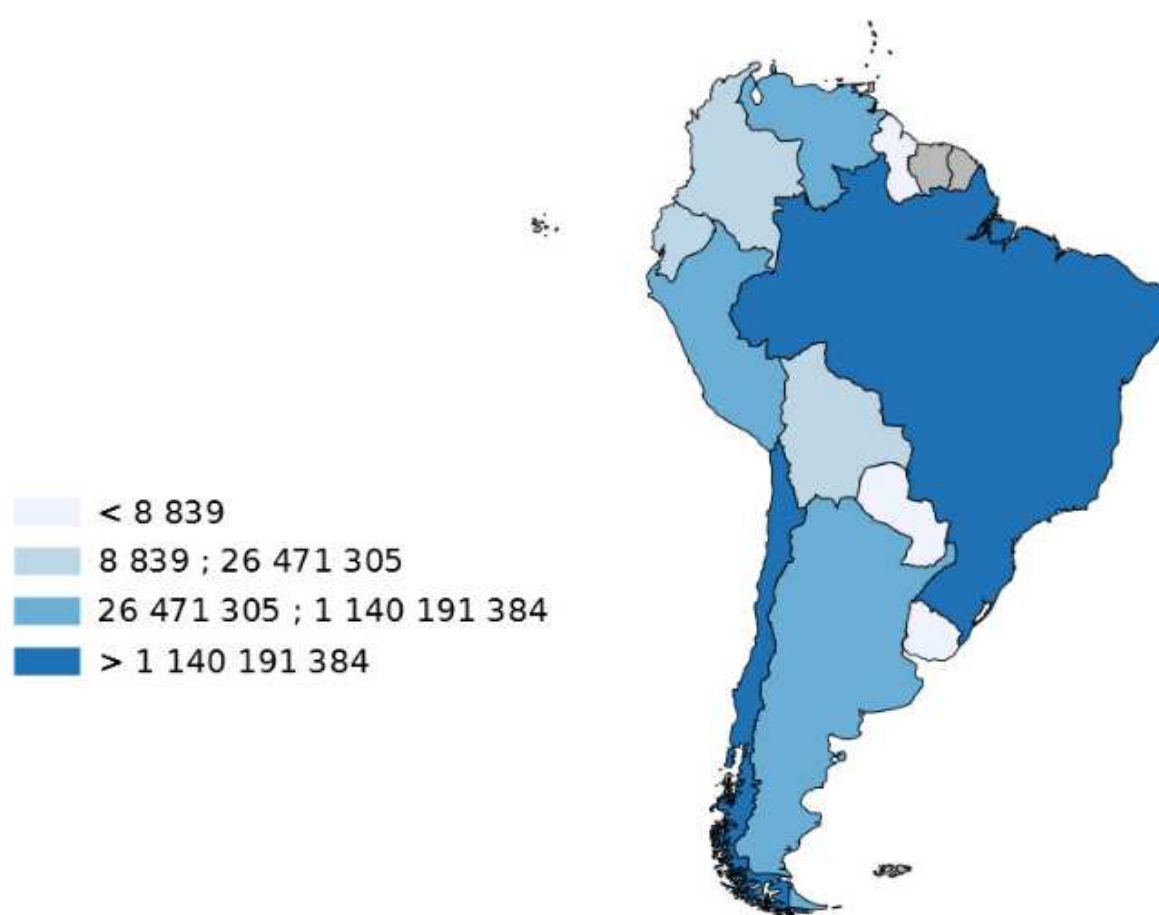
- Bezat Jean-Michel, « Nucléaire : la Chine lance un concurrent de l'EPR français », *Le monde*, édition du 06 mai 2015.
- Blásquez-Lido J., Rodríguez J, Santiso J., 2006, « Angel or Demon? China's Trade Impact on Latin American Countries », *CEPAL Review*, vol. 90, décembre 2006
- *Revue Tiers Monde* 2011/4 (n°208)
- *Brésil information*, 10 février 2011.
- François Lafargue, « La tentation de Pékin », dans *Outre-Terre* 2015/2
- Bethel E., 2009, « Why is China Investing Overseas? »
<http://seekingalpha.com/article/158363-why-is-china-investing-overseas>.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNEES ET STATISTIQUES FINANCIERES :

- UBS – Chief Investment Office –Wealth Management – Plateforme UBS CIO WM
- Goldman Sachs – Division Global Investment Research
- Crédit Suisse - Corporate and institutions – Strategic Investment Consulting
- Coface – Bureau de Sao Paulo
- OCDE – Service des statistiques – statistiques générales – profil par pays
- AIIB –Banque Asiatique de développement –site Internet

ANNEXE 1

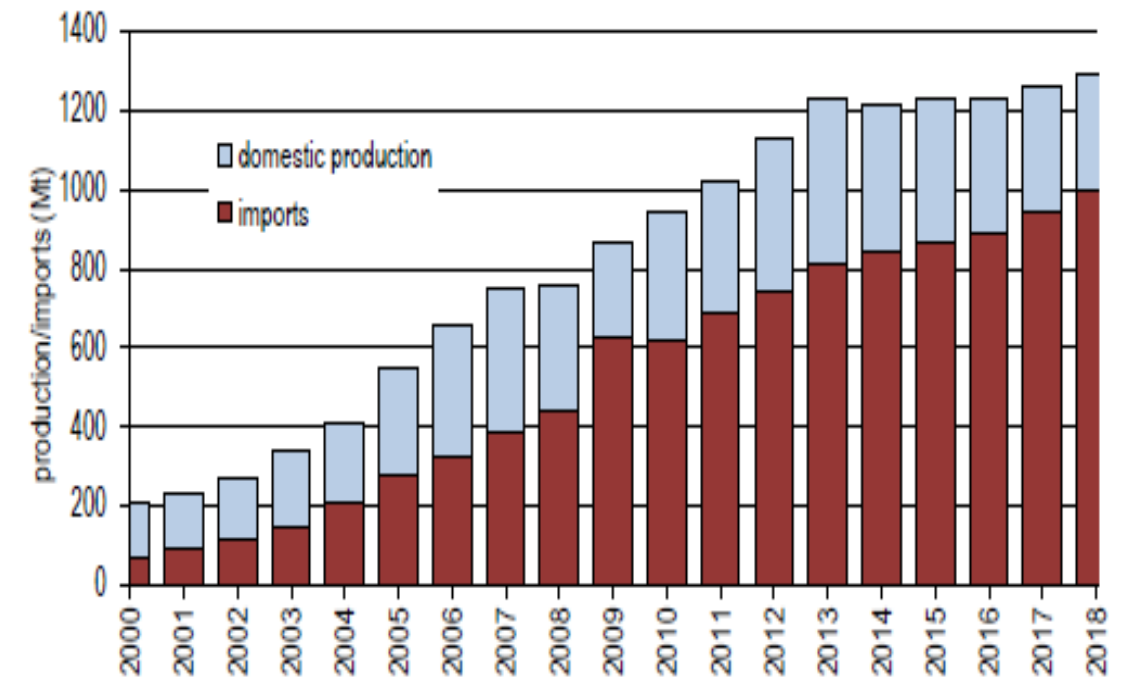
Fer - Exportations (\$)



Source : Comtrade - 2014

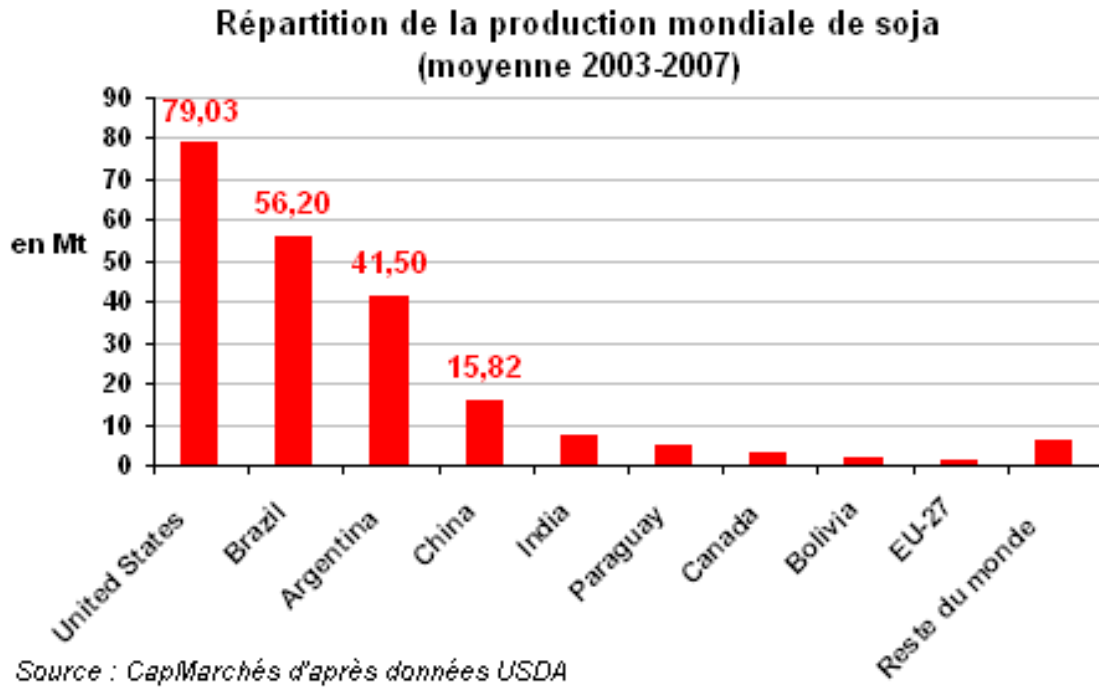
ANNEXE 2

Figure 1: China's total iron ore supply: imports + domestic production



Source: UBS (i.e. domestic production adj. to seaborne grade eqv. basis)

ANNEXE 3



ANNEXE 4

PART DES ETATS-UNIS ET DE LA CHINE DANS LE COMMERCE TOTAL DE L'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIBES

	États-Unis								Taux d'ouverture	
	Exportations				Importations				Export*	Import**
	1995	2000	2005	2009	1995	2000	2005	2009	2009	2009
Canada	79,2	87,2	83,8	75	66,8	64,4	56,5	51,2	18,2	12,5
Mexique	83,4	88,2	85,8	80,7	74,5	71,2	53,6	48,1	21,2	12,9
Costa Rica	40,1	52,0	42,8	27,6	45,3	51,3	41,1	33,1	8,3	12,3
El Salvador	17,5	10,7	53,5	46,6	48,2	29,2	40,3	39,3	8,5	12,5
Guatemala	31,3	36,1	50,1	41,0	44,9	39,7	33,9	36,2	8,0	10,2
Honduras	42,7	49,6	41,6	47,7	46,6	46,4	36,8	36,0	17,0	19,0
Nicaragua	42,1	39,3	35,4	32,8	30,2	24,3	20,7	20,2	12,8	12,9
Panama	44,6	45,9	44,9	42,7	40,2	33,1	27,5	29,1	19,7	15,4
Jamaïque	nd	39,2	25,6	49,3	nd	45,5	41,6	36,8	5,5	13,4
Rép. Dom.	nd	nd	70,1	61,9	nd	nd	37,8	42,2	7,3	11,1
Trinité & Tobago	42,9	46,6	58,6	54,4	50,6	35,4	29,2	31,0	23,6	10,2
Chili	13,4	16,5	16,1	11,3	25,5	19,7	14,2	16,8	3,7	4,1
Argentine	8,6	12,0	11,4	6,6	20,9	18,9	15,8	13,4	1,2	1,6
Brésil	18,7	24,3	19,3	10,3	23,7	23,3	17,5	15,8	1,0	1,3
Paraguay	4,8	3,9	3,2	1,7	12,5	7,1	5,6	4,3	0,7	2,1
Uruguay	6,0	8,3	23,2	3,5	9,9	9,8	6,7	8,2	0,7	1,7
Bolivie	28,1	24,0	14,6	7,7	22,4	22,0	13,8	13,3	2,2	3,1
Colombie	35,6	50,4	41,8	39,9	33,9	33,2	28,5	28,9	5,9	3,9
Équateur	42,5	37,9	50,1	33,4	30,7	25,6	19,2	16,5	9,2	4,5
Pérou	17,2	28,0	30,7	17,2	25,2	23,4	17,8	19,8	3,6	3,2
Venezuela	50,5	59,6	45,2	30,0	50,5	59,6	45,2	nd	5,3	nd
	Chine								Taux d'ouverture	
	Exportations				Importations				Export*	Import**
	1995	2000	2005	2009	1995	2000	2005	2009	2009	2009
Canada	1,3	0,9	1,7	3,1	2,1	3,2	7,7	10,9	0,8	2,7
Mexique	0,0	0,2	0,5	1,0	0,7	1,6	8,0	13,9	0,3	3,7
Costa Rica	1,2	0,2	3,4	6,3	0,5	1,3	3,8	4,4	1,9	1,7
El Salvador	0,4	0,0	0,1	0,1	0,4	0,7	3,3	4,6	0,0	1,5
Guatemala	1,8	0,1	0,7	0,4	0,1	0,9	7,2	9,0	0,1	2,5
Honduras	0,0	0,0	1,4	1,6	0,5	0,5	2,3	4,7	0,6	2,5
Nicaragua	0,0	0,1	1,0	0,3	0,2	0,6	5,9	7,5	0,1	4,8
Panama	0,0	0,2	1,1	2,4	0,3	0,6	2,4	4,2	1,1	2,2
Jamaïque	nd	0,5	7,1	1,3	nd	1,4	2,9	4,5	0,1	1,6
Rép. Dom.	nd	nd	0,5	2,0	nd	nd	3,7	10,1	0,2	2,7
Trinité & Tobago	0,0	0,0	0,0	0,6	1,3	1,6	3,0	5,1	0,2	1,7
Chili	1,8	5,0	11,6	23,2	2,6	5,7	7,4	11,8	7,6	2,9
Argentine	1,4	3,0	7,9	6,6	3,0	4,6	5,3	13,4	1,2	1,6
Brésil	2,6	2,0	5,8	13,2	0,8	2,2	7,3	12,5	1,3	1,0
Paraguay	nd	0,7	4,0	1,1	nd	11,5	19,6	29,6	0,4	14,2
Uruguay	5,9	4,0	3,5	4,3	1,2	3,2	6,2	11,9	0,9	2,5
Bolivie	0,0	0,4	0,7	2,5	1,0	3,1	5,8	8,4	0,7	2,0
Colombie	0,4	0,2	1,1	2,9	0,9	3,0	7,6	11,3	0,4	1,5
Équateur	0,4	1,2	0,1	0,9	0,6	2,2	6,5	11,4	0,2	3,1
Pérou	6,4	6,4	10,9	15,3	3,2	3,9	8,5	14,9	3,1	2,4
Venezuela	0,0	1,3	3,7	10,4	nd	0,1	0,4	0,5	1,8	0,1

Source : Nations Unis

ANNEXE 5

Évolution des dépenses militaires des 10 principaux pays d'Amérique du Sud entre 2003 et 2007 (en millions d'USD, au prix de 2005)

	2003	2004	2005	2006	2007
Argentine	1.748 ↗	1.813 ↗	1.912 ↗	1.776 ↗	1.752 ↗
Bolivie	158 ↗	153 ↘	148 ↗	149 ↗	141 ↘
Brésil	11.977 ↘	11.682 ↘	12.452 ↗	13.803 ↗	15.334 ↗
Chili	3.241 ↗	4.077 ↗	4.397 ↗	4.851 ↗	4.821 ↘
Colombie	4.312 ↗	4.589 ↗	4.932 ↗	5.240 ↗	5.329 ↗
Equateur	783 ↗	727 ↘	954 ↗	922 ↘	1.196 ↗
Paraguay	53 ↘	62 ↗	56 ↘	63 ↗	65 ↗
Pérou	988 ↗	1.047 ↗	1.159 ↗	1.193 ↗	1.133 ↘
Uruguay	232 ↘	225 ↘	233 ↗	219 ↘	249 ↗
Venezuela	1.125 ↘	1.419 ↗	1.894 ↗	1.884 ↘	2.004 ↗

Sources: *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

ANNEXE 6

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AMERIQUE DU SUD

Venezuela

3,3 milliards € : investissement de la CBD dans la compagnie pétrolière Sinovensa
4,1 milliards € : investissement de la CBD pour la construction d'infrastructures
575 millions € : investissement de la CBD dans les mines d'or de Las Cristinas
321 millions € : investissement de Eximbank dans la construction d'un port à Carabobo

Brésil

246 millions € : investissement de la CBD dans les chemins de fers brésiliens
4,2 milliards € : Prêt de Eximbank au groupe Vale
2 milliards € : Projet d'investissement de Chonqing grain dans la transformation du soja
1.2 milliard € : Achat d'actions Petrobras par Sinochem

Pérou

4,22 milliards € : achat des mines de cuivre de Las Bambas par un consortium dirigé par MMG, une filiale du groupe d'Etat Minmetals
704 millions € : achat de l'entreprise de pêche Copeinca ASA par la China Fishery Group

Bolivie

65,6 millions € : crédit de la CBD pour la modernisation de la compagnie aérienne bolivienne BOA
820 millions € : achat par Yunnan Chihong Zinc and Germanium Co. Ltd de 61 % du capital de la Compagnie Minière Amazonie Bolivie – Comabol SA

Argentine

2,3 milliards € : Investissement de Cnooc dans l'entreprise pétrolière Bidas, soit 50 % du capital
820 millions € : Investissement de Beidahuang dans la culture d'oléagineux et de céréales à Rio Negro



ANNEXE 7

LA CEINTURE DE L'ORENOQUE



ANNEXE 8

• COMPOSITION ETHNIQUE DE L'AMERIQUE LATINE ET DE L'AMERIQUE DU SUD

CUADRO 2
COMPOSICIÓN ÉTNICA DE IBEROAMÉRICA AL FINAL DEL SIGLO XX*

	Total ^b		Indios		Criollos ^c		Mestizos		Mulatos		Negros		Creoles y garifunas ^e		Asiáticos ^f	
	Miles	%	Miles	%	Miles	%	Miles	%	Miles	%	Miles	%	Miles	%	Miles	%
Iberoamérica	502784	100	46434	9.2	181296	36.1	152380	30.3	101953	20.3	16123	3.2	979	0.2	3619	0.7
P. indoeuropeos	180156	100	42494	23.6	22804	12.7	108994	60.5	4083	2.3	632	0.4	264	0.1	885	0.5
P. indomestizos	58022	100	27223	46.9	6037	10.4	20511	35.4	3288	5.7	632	1.1	22	0.0	309	0.5
Guatemala ^f	11385	100	6034	53.0	455	4.0	4782	42.0		0.0		0.0	22	0.2	92	0.8
Ecuador ^g	12646	100	4932	39.0	1253	9.9	5185	41.0	632	5.0	632	5.0		0.0	12	0.1
Perú ^h	25662	100	11676	45.5	3080	12.0	8212	32.0	2489	9.7		0.0		0.0	205	0.8
Bolivia ⁱ	8329	100	4581	55.0	1249	15.0	2332	28.0	167	2.0		0.0		0.0		0.0
P. mestizos	122134	100	15271	12.5	16767	13.7	88483	72.4	795	0.7	0	0.0	242	0.2	576	0.5
México ^j	98872	100	13842	14.0	14831	15.0	69211	70.0	494	0.5		0.0		0.0	494	0.5
El Salvador ^k	6278	100	502	8.0	63	1.0	5713	91.0		0.0		0.0		0.0		0.0
Honduras ^l	6417	100	494	7.7	64	1.0	5493	85.6	109	1.7		0.0	212	3.3	45	0.7
Nicaragua ^m	5071	100	350	6.9	710	14.0	3971	78.3		0.0		0.0	30	0.6	10	0.2
Paraguay ⁿ	5496	100	83	1.5	1099	20.0	4095	74.5	192	3.5		0.0		0.0	27	0.5
P. afroestizos	69131	100	1639	2.4	12791	18.5	32426	46.9	18725	27.1	2462	3.6	442	0.6	646	0.9
Panamá ^o	2856	100	228	8.0	285	10.0	914	32.0	771	27.0	143	5.0	400	14.0	115	4.0
Colombia ^p	42105	100	758	1.8	8421	20.0	22400	53.2	8842	21.0	1642	3.9	42	0.1		0.0
Venezuela ^q	24170	100	653	2.7	4085	16.9	9112	37.7	9112	37.7	677	2.8		0.0	531	2.2
P. afrocriollos	193893	100	682	0.4	99972	51.6		0.0	79012	40.8	13029	6.7	192	0.1	1006	0.4
Cuba ^r	11199	100		0.0	4144	37.0		0.0	5711	51.0	1232	11.0		0.0	112	1.0
Puerto Rico ^s	3915	100		0.0	2928	74.8		0.0	392	10.0	587	15.0		0.0	8	0.2
R. Dominicana ^t	8373	100		0.0	1222	14.6		0.0	6280	75.0	645	7.7	192	2.3	34	0.4
Brasil ^u	170406	100	682	0.4	91678	53.8		0.0	66629	39.1	10565	6.2		0.0	852	0.5
P. criollos	59604	100	1619	2.7	45729	76.7	10960	18.4	133	0.2		0.0	81	0.1	1082	1.8
Costa Rica ^v	4024	100	32	0.8	3299	82.0	604	15.0		0.0		0.0	81	2.0	8	0.2
Uruguay ^w	3337	100		0.0	2937	88.0	267	8.0	133	4.0		0.0		0.0		0.0
Argentina ^x	37032	100	370	1.0	31477	85.0	4111	11.1		0.0		0.0		0.0	1074	2.9
Chile ^y	15211	100	1217	8.0	8016	52.7	5978	39.3		0.0		0.0		0.0		0.0

• POPULATIONS TOTALES ET SUPERFICIES

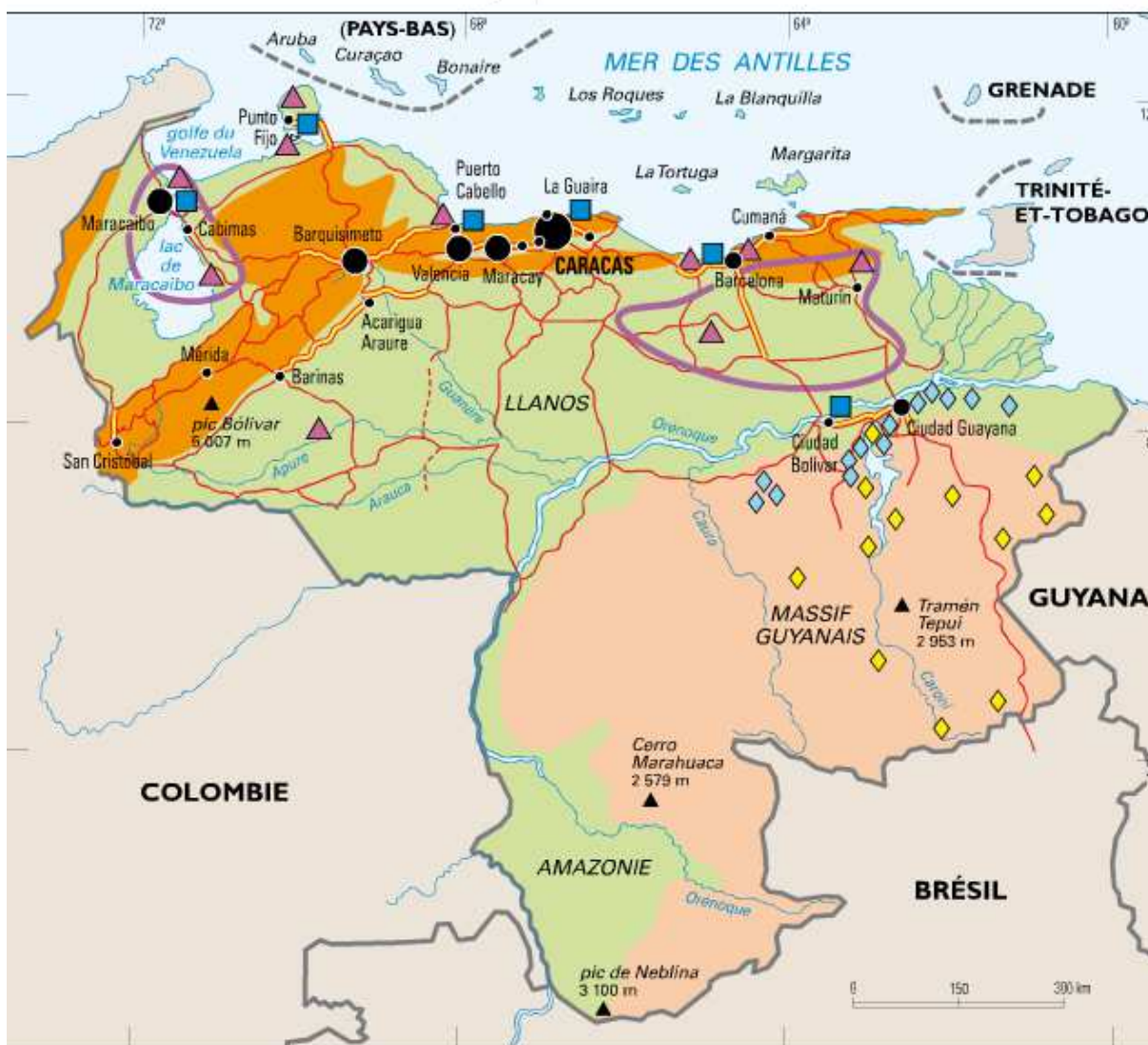
Nom du pays (ou territoire)	Superficie	Population ⁹ estimations 2010	Densité de population par km ²	Capitale
Argentine	2 766 890 km ²	41 343 200	14,9/km ²	Buenos Aires
Bolivie	1 098 580 km ²	9 947 420	9,1/km ²	La Paz, Sucre ¹⁰
Brésil	8 514 877 km ²	201 103 330	23,6/km ²	Brasilia
Chili ¹¹	756 050 km ²	16 746 490	22,1/km ²	Santiago
Colombie	1 138 910 km ²	44 205 290	38,8/km ²	Bogota
Équateur	283 560 km ²	14 790 610	52,2/km ²	Quito
Malouines (R.-U.)	12 173 km ²	3 140	0,26/km ²	Port Stanley-Londres
Guyane (France)	86 504 km ²	229 000 ¹²	2,6/km ²	Cayenne-Paris
Guyana	214 970 km ²	748 490	3,5/km ²	Georgetown
Paraguay	406 750 km ²	6 375 830	15,7/km ²	Asuncion
Pérou	1 285 220 km ²	29 907 000	23,3/km ²	Lima
Géorgie du Sud-et-les îles Sandwich du Sud (R.-U.)	4 190 km ²	30	0,01/km ²	Grytviiken-Londres
Suriname	163 270 km ²	486 620	3 /km ²	Paramaribo
Uruguay	176 220 km ²	3 510 390	19,9/km ²	Montevideo
Venezuela	912 050 km ²	27 223 230	29,8/km ²	Caracas



ANNEXE 9

Venezuela : milieux, ressources et population

© 2009 Encyclopædia Universalis France S.A.



milieux	ressources	réseau routier	population des villes en 2000 (millions d'hab.)
plaines	raffineries	autoroutes	plus de 2
plateaux	gisements d'hydrocarbures	routes principales	de 1 à 2
cordillères	mines (fer)	principaux ports	de 0,5 à 1
sommet	mines (or, diamants)		de 0,2 à 0,5

ANNEXE 10

PRINCIPAUX GISEMENTS DE LITHIUM EN AMERIQUE DU SUD



ANNEXE 11

Transferts d'armements des États-Unis, de la Russie, de la Chine et d'Israël vers le continent sud-américain entre 2004 et 2007 (en millions d'USD, aux prix et taux de change de 1990)

	Pays exportateurs															
	Etats-Unis				Russie				Chine				Israël			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Argentine	16	4	17	35												
Bolivie																
Brésil	57	52	5	13											15	15
Chili	13		237	83									13	8	11	3
Colombie		3	3	3				1							2	
Equateur		4											9	8		
Paraguay																
Pérou	47	25	22													
Uruguay							6				6					
Venezuela							450	860			14	27	9	9	9	

Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

ANNEXE 12

**Transferts des 9 principaux fournisseurs
d'armements conventionnels vers les 5 principaux
destinataires sud-américains
(total de la période 1997-2006, en millions d'USD,
aux prix et taux de change de 1990) ²³**

Exportateurs →	Etats-Unis	Russie	France	Allemagne	Royaume Uni	Pays Bas	Italie	Chine	Autres	Total
N° Importateurs										
22 Brésil	493		687	300	401	1	133	81	457	2.553
23 Chili	348		301	94	348	899	44		470	2.504
31 Pérou	139	265	11	24		9	697		394	1.539
42 Argentine	712	1	96	310	1	23	14		15	1.172
46 Colombie	781	108	10	34			11		108	1.052

Sources: *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*